

STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 8 MAI 2026

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA,
Stratège en chef du marché

Le meilleur des mondes

« Les plus braves sont assurément ceux qui savent pertinemment ce qui les attend, qu'il s'agisse de gloire ou de danger, et qui, malgré tout, se lancent dans la bataille. »

- Thucydides

Le fil conducteur : Depuis des semaines, les marchés tentent vaillamment d'appuyer la thèse de croissance qu'offre la redéfinition transformatrice du monde par la technologie. Cependant, cette vision à long terme a été périodiquement interrompue, quand les rebondissements du conflit en Iran ont recentré l'attention sur le présent. La semaine dernière, nous avons examiné des stratégies qui permettent de [dompter les risques](#). Cette semaine, nous nous intéressons à ce que l'avenir pourrait nous réserver alors que la prochaine révolution industrielle se poursuit.

Si ce n'est pas une chose, c'en est une autre

Si vous veniez de vous réveiller après dix ans de sommeil et que vous voyiez l'indice Dow Jones des valeurs industrielles frôler les 50 000 ou l'indice S&P 500 atteindre un niveau dans les sept chiffres, vous supposeriez que les investisseurs font preuve d'un enthousiasme débordant. En fait, il suffit de revenir au mois d'avril de l'an dernier : **le Dow Jones avait progressé de plus de 30 % par rapport au creux qui a suivi le jour de la libération, le S&P gagnant plus de 45 % au cours de la même période.** Pourtant, on note peu de signes de frénésie excessive chez les investisseurs. En fait, c'est tout le contraire : leur nervosité est mise en évidence par leurs vives réactions intrajournalières aux manchettes inattendues.

La liste des préoccupations des participants au marché est longue – consommateurs désabusés, inflation rigide, menace persistante pesant sur l'indépendance de la Réserve fédérale américaine, productivité faible au Canada, titres de créance privés, tarifs douaniers, politique commerciale, valorisations élevées, économie en forme de K pour les entreprises et les ménages, politique, géopolitique, inflation et probablement une ou deux douzaines d'autres choses. **L'an dernier, notre liste était tout aussi longue. De même que celle de l'année précédente. Et celle d'il y a dix ans.** Certes, les difficultés les plus récentes semblent particulièrement graves : selon les rumeurs, le choc énergétique inégalé entraînera une destruction massive de la demande (c'est-à-dire un repli équivalent de l'activité économique qui équilibrera la baisse de l'offre de pétrole). *Pourtant, malgré les chocs imprévus qui se sont succédés, les entreprises et les consommateurs nord-américains ont continué d'avancer, ce qui témoigne d'une propension de plus en plus marquée à la résilience.*

Tout n'est pas si sombre

Aux fins de la discussion, changeons d'optique cette semaine et passons en revue tout ce qui va bien sur les marchés. (Je vous promets que nous pourrions à nouveau nous concentrer sur ce qui va mal la semaine prochaine.) En faisant le choix de regarder les choses du bon côté, on peut mettre en évidence plusieurs thèmes encourageants :

- Les dernières données économiques se sont révélées meilleures que prévu, signalant un marché du travail relativement équilibré, des lueurs d'espoir dans le secteur manufacturier, le maintien des dépenses de consommation (même s'il faut reconnaître que la hausse des dépenses découle en partie de l'augmentation du prix de l'essence) et un marché du logement qui se porte un peu mieux que ce qu'on avait anticipé au début de la saison cruciale pour les ventes du printemps et de l'été.
- Les entreprises ont appris à faire face aux guerres commerciales, aux perturbations multiples des chaînes d'approvisionnement (qu'il s'agisse de rebelles qui lancent des missiles, des grèves de débardeurs, des fermetures causées par des conditions météorologiques extrêmes et des navires bloqués dans les voies navigables), ainsi qu'au bouleversement des habitudes des consommateurs causé par une pandémie.
- Les bilans sont solides; les équipes de direction ont de solides compétences en gestion des marges, notamment en déterminant avec soin leurs besoins en main-d'œuvre et en cadres, et (globalement) les entreprises résistent à la tentation de dépenser sans compter.
- La priorisation des infrastructures, amorcée sous l'administration Biden et poursuivie pendant le deuxième mandat du président Donald Trump, s'est généralisée en un cadre plus favorable aux entreprises (p. ex., autoriser les fusions et acquisitions à grande échelle, accélérer la délivrance des permis, assouplir les exigences réglementaires et mettre en place des mesures ou règles de surveillance écrites pour les secteurs émergents clés, comme les cryptomonnaies, y compris les cryptomonnaies stables, et l'intelligence artificielle).
- Lorsqu'ils fonctionnent bien, les marchés financiers répartissent le risque de manière de plus en plus précise. Ils continuent également d'offrir une boucle de rétroaction essentielle aux décideurs mondiaux.

Tout compte fait, il s'agit de bases solides pour faire face aux répercussions du conflit au Moyen-Orient ainsi qu'aux défis et aux occasions que devrait générer ce qui, d'après nous, sera **l'occasion la plus transformatrice de notre vie, la révolution industrielle 4.0.**

Une gamme (de technologies) pour les gouverner toutes

Bien que l'intelligence artificielle (IA) occupe le devant de la scène, elle n'est qu'une des nombreuses technologies en plein essor qui nous propulsent dans une nouvelle ère. Les robots, l'infonuagique, les véhicules autonomes, la maison intelligente truffée de capteurs, les technologies d'automatisation, etc., redéfiniront pratiquement tous les aspects de l'activité humaine et économique.

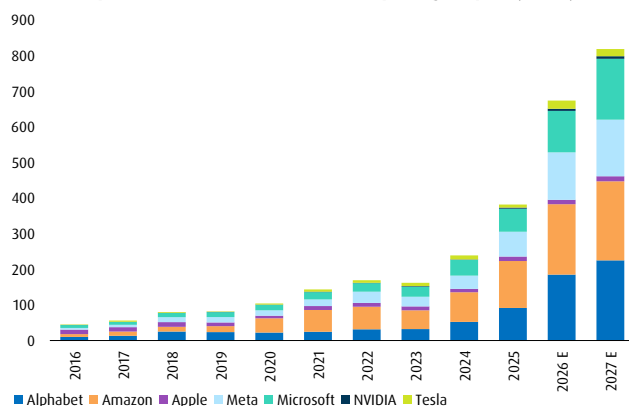
Cette révolution est sans précédent tant par son ampleur que par la rapidité avec lesquelles ces technologies sont adoptées. ChatGPT a atteint un million d'utilisateurs CINQ JOURS après son lancement à la fin de 2022 (fait intéressant, il a fallu deux heures pour que l'application Threads de Meta atteigne deux millions à peine six mois plus tard)ⁱ. Aujourd'hui, une poignée de grands modèles de langage (GML) comptent plus d'un milliard d'utilisateurs actifs par semaine. À lui seul, ChatGPT en comptait plus de 800 millions à la fin de l'année dernièreⁱⁱ. **Ce phénomène offre une occasion intéressante pour les investisseurs en actions en quête de croissance, mais comporte également des risques, car sa vitesse et sa trajectoire perturberont les entreprises et les secteurs établis qui ne suivent pas le rythme.**

Des investissements colossaux sont nécessaires pour créer et entraîner les modèles d'IA, acheter des puces et mettre en place l'infrastructure des centres de données qui hébergeront et prendront en charge l'ensemble du système. **Les dépenses annoncées à ce jour par une poignée de fournisseurs de services à très grande échelle de premier plan totalisent environ trois quarts de billion de dollars (graphique).**

Ce montant est sans commune mesure avec ce qui a été dépensé pour câbler Internet, construire des chemins de fer ou envoyer des humains dans l'espace. **Selon McKinsey, la construction de l'ensemble de la pile technologique des centres de données destinés à l'IA (y compris les bâtiments pour héberger les serveurs, les puces, les matériaux et autres) pourrait représenter plus de 6 500 milliards de dollars d'ici 2030, soit 22 % du PIB des États-Unis en dollars de 2024. Les dépenses totales consacrées à la construction du réseau d'autoroutes ont été inférieures à 1 % du PIB (en dollars de 2024)ⁱⁱⁱ.**

Ces entreprises dépensent comme si leur vie en dépendait et considèrent la situation dans son ensemble comme un exercice existentiel. La demande de matériaux de construction, de terrains, d'infrastructures et une multitude d'autres effets induits de second et troisième rang (voire au-delà) accroissent le potentiel, ainsi que la complexité des investisseurs, alors que l'on s'efforce de déterminer les gagnants et les perdants finaux.

Dépenses en immobilisations des sept magnifiques (en G\$)



Données fondées sur l'exercice de chaque société. Source : Bloomberg L.P. (2026).

L'annoncer n'est pas la même chose que le faire

Plusieurs risques méritent d'être soulignés. Ce n'est pas parce qu'un projet est annoncé qu'il sera réalisé. Nous entrevoyons de possibles goulots d'étranglement difficiles à surmonter : obtention des permis, construction, manque de surveillance constante (surveillance au niveau national par rapport à une approche État par État), escalade du phénomène du « pas dans ma cour », résistance, et grave insuffisance des capacités en énergie et en eau pour alimenter les centres de données.

D'autres technologies pourraient très bien être freinées par les goulots d'étranglement dans la production d'équipement, la nouvelle capacité à réaliser des économies d'échelle, les tarifs douaniers et autres choses du même genre. **Cependant, même si seule une fraction de l'expansion prévue est terminée, elle éclipsera théoriquement tous les projets d'investissements dans les infrastructures passés. ABSOLUMENT TOUS.** Soulignons également que les États-Unis ne sont pas les seuls à participer à cette expansion : la Chine, certains pays du Moyen-Orient et d'autres pays d'Asie du Sud-Est dominent la course à l'IA en termes existentiels. Si un ralentissement se produit aux États-Unis, nous risquons de prendre du retard et de limiter notre capacité à reprendre la tête du peloton. La concurrence est féroce et elle repose sur la conviction qu'il s'agit de vie ou de mort.

Prêt ou pas, le changement est inévitable

La construction potentiellement record d'infrastructures est de toute évidence digne de mention, mais ce n'est rien comparé au potentiel à long terme. Certains la comparent au fait de chanter l'hymne national avant un match de 11 ou 12 manches. **Par le passé, les investissements dans les infrastructures ont été suivis de longues périodes de croissance de la productivité supérieure à la moyenne, entraînant une hausse de la production pour le même montant de capital** (main-d'œuvre humaine et machine). Cela peut se traduire par une amélioration de la rentabilité et par des pas de géant dans des applications axées sur la réflexion, comme les sciences, la technologie, la sécurité, l'espace, la défense et de nombreuses autres. C'est ce potentiel de croissance non inflationniste auquel le nouveau président de la Réserve fédérale américaine, Kevin Warsh, a fait allusion lors de son audience de confirmation et d'autres commentaires publics.

Même si un grand nombre de personnes expérimentent l'IA (soit par choix, ou parce que les employeurs l'exigent de plus en plus), le déploiement systémique dans les entreprises en est encore à ses balbutiements. Il faut du temps pour réinventer les processus, surtout lorsque les programmes d'incitation à la vente, la conformité, l'intégrité des données et la sécurité des renseignements exclusifs sont en jeu. D'après de nombreux sondages, les employés se méfient des nouvelles technologies et en ont peur, peut-être parce que les dépenses visant à faciliter la gestion de la transition sont insuffisantes et que les gestionnaires eux-mêmes ont de la difficulté à savoir comment les utiliser. **Une étude de PwC a indiqué que 93 % des dépenses dans l'IA à ce jour ont été affectées à l'achat et au déploiement de la technologie elle-même, alors que seulement 7 % sont alloués à la formation et au perfectionnement^{iv}.** Il n'est donc pas surprenant que les gens aient peur; on leur dit que leur emploi en dépend (ou en dépendra bientôt), mais qu'ils n'ont aucune indication sur la façon de l'utiliser. Les employeurs notent qu'ils comptent sur les employés pour cerner les cas d'utilisation. Les employés qui sont des expérimentateurs actifs sont invités à participer aux décisions et à joindre les groupes de travail qui élaborent les nouveaux modèles de déploiement.

Autres répercussions

Le monde a connu d'autres bouleversements, comme le passage de l'ère agraire à l'ère industrielle, et la première vague de l'ère de l'information. Cette transition se produira probablement beaucoup plus rapidement et touchera de nombreux autres domaines d'activité, posant des enjeux complexes que les législateurs et les propriétaires d'entreprise devront gérer. Quels programmes de recyclage, de formation aux métiers et d'apprentissage peuvent être mis en œuvre, par exemple? **Au Canada, la mise à jour économique du printemps prévoit expressément des fonds pour offrir de la formation et du perfectionnement afin d'assurer la transition de jusqu'à 100 000 travailleurs dont l'emploi disparaîtra.**

Les stratèges et les économistes devront élaborer de nouveaux ensembles de données pour mesurer ce meilleur des mondes. Bon nombre des séries économiques les plus fréquemment citées aujourd'hui mesurent une société qui n'existe plus. Par exemple, pourquoi parler d'emplois non agricoles, alors que l'agriculture représente moins de 2 % à 3 % de l'emploi? Les indices ISM et autres paniers mettent davantage l'accent sur la fabrication et l'ingénierie des processus, qui représentent une faible part de l'activité actuelle. Par exemple, il a fallu attendre la fin de 1999 pour que les logiciels soient inclus dans les statistiques économiques nationales.

Une modification des marges, des valorisations et des ratios du bilan devra également être prise en considération, puisque les sociétés disposant de peu d'actifs s'endettent considérablement pour la construction des centres de données. Les marges pourraient également être limitées par la hausse du service de la dette. La rapidité de ces changements, en particulier parmi les fournisseurs à très grande échelle qui pèsent lourd sur les chiffres globaux, pourrait influencer sur la manière de voir les valorisations.

Répercussions pour les investisseurs

Les dépenses finiront sans doute par ralentir, sans quoi elles dépasseront la taille de certains pays. De plus, il y aura inévitablement des soubresauts dans la mise en service de la capacité prévue. **Les investisseurs n'ont peut-être pas encore trouvé comment gérer cette éventualité lorsqu'elle se présentera. Ils devront comprendre qu'un ralentissement des investissements dans les centres de données ne signifiera pas pour autant un renversement de la dynamique des technologies. L'Internet n'a pas cessé d'évoluer lorsque la bulle Internet a éclaté.**

Le meilleur des mondes nous attend. C'est la seule certitude que nous ayons, que nous le voulions ou non. Alors, pourquoi ne pas prendre le taureau par les cornes et s'accrocher pour voir où il nous mènera? Trouver des sociétés et des secteurs qui saisissent les occasions est un défi intéressant. **Avouons-le : en réalité, on ne sait pas très bien comment les choses vont se dérouler. Nous savons seulement que l'inquiétude égocentrique occasionnée par les manchettes alarmantes ne sera remplacée que par une autre vague d'inquiétude causée par une autre crise. Penser à ce qui pourrait bien se passer est une excellente solution à envisager.**

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, *analyste principal*

George Trapkov, *CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille*

Cette semaine

Les tarifs douaniers sont toujours d'actualité – La semaine dernière, le président Trump a accusé l'Union européenne de ne pas respecter l'accord commercial transatlantique, puis a menacé de faire passer de 15 % à 25 % les tarifs douaniers à l'importation sur les véhicules fabriqués en Europe. Les Européens soutiennent que l'accord doit être approuvé par le Parlement européen puis éventuellement ratifié par les 27 États membres. Ce processus est toujours en cours. De fait, la ratification a été retardée par la récente décision de la Cour suprême invalidant les tarifs douaniers qui avaient été imposés à certains pays en vertu de l'International Emergency Economic Powers Act (IEEPA). Les Européens attendent toujours que l'administration Trump termine ses enquêtes au titre des articles 232 et 301 afin de déterminer la structure dans le cadre de laquelle les tarifs américains seront imposés de nouveau. Cette nouvelle prise de bec outre-Atlantique se produit à un moment où les tensions demeurent vives en raison du conflit au Moyen-Orient. **Le conflit au Moyen-Orient a causé des difficultés économiques disproportionnées à l'économie européenne. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, a prévenu la semaine dernière qu'un possible choc macroéconomique bilatéral pourrait survenir en Europe, en raison de l'accélération des pressions inflationnistes qui menace la croissance.** Le premier ministre polonais Donald Tusk a averti que « la plus grande menace pour la communauté transatlantique ne vient pas de ses ennemis externes, mais la désintégration en cours de notre alliance ». L'Europe est de plus en plus forcée de gérer les retombées des mesures commerciales des États-Unis et du conflit en Iran dans un contexte d'orientation stratégique incertaine des États-Unis.

Analyse de l'économie en forme de K – Les spécialistes du blogue Liberty Street Economics de la Réserve fédérale de New York ont publié deux billets dans lesquels ils examinent les moteurs de l'économie américaine en forme de K ainsi que les risques qui nous attendent. La COVID-19 semble être à l'origine de la conjoncture économique ayant conduit à la divergence actuelle entre les niveaux de revenu. Même si les jeunes à faible revenu ont été les plus durement touchés par la pandémie, ils ont par la suite profité d'une forte croissance des salaires et du soutien budgétaire. En 2023, ces mesures de soutien sont majoritairement arrivées à leur terme, et l'épargne excédentaire avait été épuisée. L'inflation persistante des loyers et des services a pesé de façon disproportionnée sur les ménages à faible revenu, ce qui a contribué à une baisse des dépenses réelles. Les consommateurs à revenu moyen ont passé à travers l'année 2023 tant bien que mal et leurs niveaux de dépenses sont restés relativement stables. Les ménages à revenu faible et moyen ont vu leurs dépenses réelles grimper, dans un contexte où l'ampleur de la désinflation s'est accrue et les revenus réels se sont améliorés. Cette brève stabilisation a maintenant cédé la place à de nouvelles pressions sur l'abordabilité, qui reflètent à la fois le fardeau cumulatif des hausses de prix antérieures et une reprise de l'inflation. Les ménages à faible revenu ont été les plus durement touchés, car les biens de première nécessité représentent une plus grande part de leurs dépenses. À l'opposé, les dépenses des ménages à revenu élevé sont restées sur une trajectoire haussière tout au long de la période, soutenues par des gains attribuables aux actifs financiers. La valeur nette réelle des ménages à revenu élevé a augmenté de plus de 25 %, comparativement à moins de 10 % pour les ménages à revenu moyen. Cette expansion de la richesse au sommet a soutenu la croissance continue des dépenses non seulement pour les biens et services de luxe, mais aussi pour l'ensemble du panier des produits de première nécessité. La Fed de New York prévient que l'économie américaine dépend de plus en plus d'un segment étroit et à revenu élevé pour soutenir la croissance de la consommation, ce qui accroît la vulnérabilité en cas de correction des marchés financiers.

L'économie canadienne s'accélère (un peu) – Poursuivant sur sa lancée décente en début d'année, l'économie canadienne s'est redressée, le PIB ayant progressé de 0,2 % en février, comme prévu. Les secteurs de la fabrication, du transport/de l'entreposage et du commerce de gros (+0,9 %) ont gagné en vigueur. Cependant, seuls 8 secteurs sur 20 ont progressé au cours du mois, ce qui souligne les difficultés continues de l'économie, malgré cette bonne nouvelle. Le rapport éclair sur le PIB publié en mars montre que l'activité n'a pas changé au cours du mois, mais au premier trimestre, le PIB a rebondi de +1,7 %, ce qui est légèrement supérieur aux attentes. L'économie canadienne tient toujours bon, malgré l'incertitude persistante entourant le commerce. Ces données ne permettent pas à la BdC de faire bouger les choses, car la croissance évolue globalement selon le scénario prévu et les décideurs surveillent si les prix de l'énergie se répercuteront sur l'inflation de base.

Le compte des marchandises du Canada est redevenu excédentaire – La progression du commerce canadien s'est élevée à 1,8 milliard de dollars canadiens en mars, en hausse par rapport au déficit révisé à 5,1 milliards de dollars canadiens en février. Les exportations ont bondi de 8,5 %, le déclenchement de la guerre ayant fait grimper les prix de l'énergie, et l'incertitude géopolitique généralisée a entraîné une hausse marquée des exportations de métaux et d'énergie. À l'inverse, les importations ont reculé de 1,6 % après avoir bondi en février, sous l'effet des biens de consommation (-3,9 %) ainsi que des avions et autre matériel de transport (-12,8 %). Par ailleurs, le compte commercial des services a peu varié, affichant un déficit de 0,1 milliard de dollars après un excédent similaire en février.

La paralysie du gouvernement américain tire à sa fin – Un projet de loi bipartite du Sénat visant à mettre fin à la plus longue paralysie du gouvernement de l'histoire des États-Unis a été approuvé à la Chambre des représentants. La loi, qui prévoit un financement pour le Department of Homeland Security (DHS), à l'exclusion de ICE et de la Customs and Border Protection (CBP), a été adoptée et signée plus tard par le président Trump. Ce sont de bonnes nouvelles pour les employés de la TSA, de la Garde côtière, de la FEMA, des services secrets et des travailleurs des organismes de cybersécurité, qui recevront leurs chèques de paie. Le 3 février, le Congrès a présenté une loi pour financer la majeure partie du gouvernement fédéral, mettant fin à une paralysie complète de quatre jours. Cependant, les travailleurs du Department of Homeland Security (DHS) sont restés dans les limbes depuis que le financement de l'agence a expiré le 14 février. Le 27 mars, le Sénat a adopté des lois bipartites pour financer le DHS, à l'exclusion de ICE et de certaines entités de la CBP. Le Président Johnson avait qualifié le projet de loi de « blague » et avait refusé de le présenter à la Chambre. La même chose s'est produite le 2 avril. La troisième fois s'est avérée la bonne pour l'adoption de la loi. Avec l'appui bipartite de l'ensemble du Sénat et sous la pression de la Maison-Blanche, le Président a finalement permis que le projet de loi passe au vote juste avant que la Chambre soit en congé. Pour les républicains qui veulent s'attaquer à d'autres priorités (p. ex., les dépenses liées à la défense, les allègements fiscaux et la promotion de la loi SAVE), l'objectif maintenant est d'adopter à toute vapeur un projet de loi de réconciliation budgétaire cet été même si certains républicains du Sénat s'opposent à ce plan.

La semaine prochaine

La géopolitique dominera probablement le marché, et un sommet entre la Chine et les États-Unis est toujours à l'ordre du jour (en date d'aujourd'hui). En théorie, une résolution (ou du moins une stabilisation plus durable) du conflit en Iran semble proche. Les négociations de l'ACEUM reprendront bientôt. On s'attend à ce que les discours gagnent en férocité au préalable (montent en épingle avant de retomber).

Lundi 11 mai – Ventes de maisons existantes aux États-Unis | Sondage de la Banque du Canada auprès des participants sur le marché

Mardi 12 mai – Indice d'optimisme de la NFIB, IPC, budget fédéral aux États-Unis | Rien de prévu au Canada

Mercredi 13 mai – Indice IPP aux États-Unis | Rien de prévu au Canada

Jeudi 14 mai – Réclamations initiales de chômage, ventes au détail, stocks des entreprises aux États-Unis | Ventes en gros au Canada

Vendredi 15 mai – Secteur manufacturier dans l'État de New York, production industrielle et utilisation de la capacité aux États-Unis | Mises en chantier et achats de titres étrangers au Canada

Fiche des données au 6 mai 2026

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 6 mai 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	7 365	1,9 %	8,0 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	25 839	2,9 %	11,4 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	49 911	0,8 %	4,4 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2500	5 023	2,7 %	16,8 %	11,9 %	12,0 %	7,3 %
S&P/TSX	33 982	0,3 %	8,0 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAEO	11 465	1,5 %	8,1 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	933	6,2 %	21,7 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		0,3 %	0,5 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,2 %	0,2 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,4 %	0,5 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,2 %	1,5 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,1 %	0,5 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		0,2 %	0,7 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		0,2 %	0,4 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		0,1 %	0,8 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'état						
	6 mai 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,35 %	4,37 %	4,32 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,51 %	3,54 %	3,47 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,94 %	5,01 %	4,91 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	3,00 %	3,04 %	3,00 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,50 %	2,52 %	2,35 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 6 mai 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	98,02	-0,1 %	-0,3 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,73 \$	-0,3 %	0,7 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	81 421,35 \$	4,6 %	-7,1 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	4 691,36 \$	1,7 %	8,6 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	95,08 \$	-6,7 %	65,6 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000^{MD} (« Russell 2 000^{MD} »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000^{MD}.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'état et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

L'investissement dans les métaux précieux comporte une plus grande fluctuation et un plus grand potentiel de pertes.

ⁱ Chart: Threads Shoots Past One Million User Mark at Lightning Speed | Statista (en anglais seulement)

ⁱⁱ * LLM Statistics 2026: Where 800M Users Are Searching Instead of Google | Evolv Agency (en anglais seulement)

ⁱⁱⁱ The \$7 trillion race for AI data center infrastructure | McKinsey (en anglais seulement)

^{iv} CEOs, to get real value from AI, put the right foundations in place | PwC (en anglais seulement)